

Convention collective départementale

IDCC : 9091. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(ARIÈGE)
(18 juin 1979)**

(Etendue par arrêté du 14 novembre 1979,
Journal officiel du 14 décembre 1979)

■ *Journal officiel* du 16 décembre 2009

Arrêté du 8 décembre 2009 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles du département de l'Ariège (n° 9091)

NOR : AGRS0929685A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1979 portant extension de la convention collective de travail du 18 juin 1979 concernant les exploitations agricoles du département de l'Ariège et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 7 avril 2009 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 20 octobre 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 86 du 7 avril 2009 à la convention collective de travail du 18 juin 1979 concernant les exploitations agricoles du département de l'Ariège sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Les dispositions de l'article 2 qui modifient l'article 36 (c) « Suspension du repos hebdomadaire » sont étendues sous réserve du respect des dispositions de l'article R. 714-10 du code rural.

Les dispositions de l'article 2 qui modifient l'article 36 (d) « Repos quotidien » sont étendues sous réserve du respect des dispositions de l'article D. 714-16 du code rural.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint,

P. AUZARY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/42, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.